@fil des jours !
2017

Note rédigée le 19 mai 2017

Paguy Bretagne 2017

Bordeaux-Métropole Investissements: le compte n'y est plus!

Le conseil de métropole du 16 juin était appelé à valider le compte administratif 2016 de Bordeaux Métropole. Un acte comptable marqué par une très faible réalisation des investissements votés au budget initial, faute de moyens humains suffisants. Au bout du compte, ce sont les réponses aux besoins des populations qui sont reportées.

« Il y a tout d'abord un contraste entre la bonne santé affichée de la métropole et la situation dans laquelle se trouvent bon nombre de communes. Le désendettement que nous affichons contraste en effet avec l'incapacité de l'échelon communal à assurer de simples missions du quotidien. Mais ce qui nous inquiète surtout à la lecture du compte administratif, c'est le taux de réalisation des dépenses d'équipement qui plafonne à 59 %, dont seulement 31 % sur la ligne Déplacement, 49 % sur les 50 000 logements ou encore 40 % sur le contrat de ville. On voit bien que l'incapacité à faire est aussi une réalité pour la métropole. Notons au passage que le

fonctionnement en Autorisations de programme (AP-CP) n'a pas produit les effets qu'on nous promettait. C'est peut-être que le problème est ailleurs... Qui peut croire en effet qu'on puisse assurer plus de compétences, pour une population croissante et un territoire dont la fréquentation touristique augmente chaque année, avec le même nombre d'agents !? C'est tout simplement impossible !... à moins de rogner sur la qualité de certaines missions. Ce que commencent justement à reprocher un nombre croissant de citoyens, notamment dans le domaine de la propreté. À ce sujet, le plan présenté pour la période estivale est positif. Mais c'est toute l'année, pour répondre aux besoins des populations, qu'il faudrait l'appliquer. Nous assistons là aux effets des politiques austéritaires menées lors des deux précédents quinquennats, qui ont asséché les communes et mis en grande difficulté les collectivités locales faisant ainsi paraître les fonds privés, style mécénat, comme une solution « normale » de financement. Ce n'est pas notre conception de l'action publique. Pourtant, le nouveau président nous promet de poursuivre dans cette voie. Ainsi a-t-il eu l'idée originale d'assécher encore

plus les finances publiques locales en réduisant à peau de chagrin la taxe d'habitation. Que l'on recherche plus de justice sociale dans la fiscalité serait une bonne idée, comme, par exemple, par la remise à plat des valeurs locatives. Mais ce n'est pas de cela dont parle Emmanuel Macron qui, comme ses prédécesseurs, fait miroiter une compensation par l'État. Par ailleurs, hormis la taxe de séjour dopée par l'Euro 2016, la fiscalité perçue par Bordeaux métropole connaît une dynamique très faible, notamment depuis la suppression de la taxe professionnelle. La disparition de la taxe d'habitation réduirait encore la capacité de notre collectivité à répondre aux besoins des populations en termes de logements, de transports, de propreté, etc. C'est une orientation que nous refusons. »

Léna BEAULIEU

Elue PCF Mérignac
Conseiller métropolitain

Rive droite, projets économiques -

Au nom du groupe communiste, Max Guichard a regretté le 19 mai dernier, que les projets économiques de la rive droite bordelaise ne bénéficient pas du même soutien que les grands pôles de compétitivité de la Métropole. Voici son intervention : « Mon camarade Jacques Padie l'a dit avant moi à propos de l'association FrenchTech, nous avons remarqué l'empressement de la Métropole à financer les actions en direction des grandes filières économiques et des associations qui y sont liées. Force est de constater que l'enthousiasme est plus mesuré quand il s'agit de soutenir les actions de l'économie sociale et des

actions comme celles proposées dans le cadre du Grand projet des villes (GPV) de la rive droite. Avec près de 65 000 habitants, souvent très jeunes, souvent des familles, ces villes de la rive droite sont une chance et une énergie pour notre métropole. Énergie qui est hélas aujourd'hui laissée de côté avec trop peu d'investissement économique et un taux de chômage supérieur à la moyenne métropolitaine. Lorsque le GPV construit une demande avec un besoin de financement de 35 000 euros pour Bordeaux Métropole, on devrait donc le considérer comme une priorité. Ce n'est visiblement pas le cas puisque ce sont seulement deux-tiers de cette somme qui sont alloués. Encore une fois, on pourrait entendre certains arguments, si on n'avait pas égrené avant celle-ci 10 subventions dans le domaine économique pour un montant total dépassant les 600 000 euros. Cette situation est symptomatique d'une façon de voir l'action économique de notre collectivité. Bien heureusement, le GIP aura trouvé d'autres modes de financement de ses activités. Nous ne pouvons, pour notre part, pas cautionner cette sous-estimation des besoins de développement sur la rive-droite et nous abstentions donc sur cette délibération. »

Max Guichard

Elue PCF Cenon
Conseiller métropolitain